



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

FONDS ANDRÉ BRUNET

Répertoire méthodique détaillé

établi par Marie-France Delval, secrétaire administrative

1^{ère} édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Construction navale et transport maritime.....	<u>7</u>
Contrôle financier des entreprises.....	<u>7</u>
Organisation de la direction de l'administration économique, statut des personnels de l'administration (1940-1942) ; création d'un service d'expertise économique (1941-1944) ; inspections régionales (1941) ; experts-comptables (1941) ; rémunération des personnels (1942-1944) ; contrôleurs financiers (1941-1942) ; conseillers économiques et financiers (1942-1945) ; création d'un cadre d'experts économiques (1942-1945) ; vérification de service de M. Chezlepretre, directeur de la documentation économique (1943) : décret, arrêté, projet de loi, projet de décret, notes, rapports, correspondance.....	<u>8</u>
Fiscalité des entreprises, aménagements fiscaux (1947-1953) ; situation fiscale des cadres (1954) ; régime fiscal des fusions d'entreprises (1955) ; taxe à la production (1948) ; prélèvement temporaire (1941) ; privilèges accordés en matière de faillite aux caisses de sécurité sociale (1950-1951) ; provisions pour congés payés (1951) ; impôt sur les sociétés (1950-1951) ; taxation des professions artisanales (1951) ; fiscalité des coopératives et économats (1943-1950) ; versement forfaitaire sur les salaires (1950-1951) ; impôt de solidarité nationale (1945-1948) : décrets, projets de décret, notes, bordereaux d'envoi, correspondance ; circulaire n° E1-36 du 10 août 1956 sur les taxes parafiscales (1956) ; proposition de loi sur les rentes viagères (1952).....	<u>9</u>
Productivité, mission en Europe.....	<u>9</u>

Référence

B-0069485/1 - B-0069495/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Fonds André Brunet

Dates extrêmes

1918-1960

Noms des principaux producteurs

Service du Contrôle d'État

Importance matérielle

11 boîtes, soit 1,36 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 10/01/1991 portant la référence PH 053/91.

Historique du producteur

En 1944, par l'ordonnance du 23 novembre 1944 portant organisation d'un corps de contrôleurs d'État et fixant les modalités d'exercice du contrôle économique et financier, le corps des contrôleurs d'État assure le contrôle économique et financier des entreprises publiques. En 2005, le contrôle général économique et financier naît de la fusion de quatre corps d'inspection et de contrôle : le contrôle d'État, chargé du contrôle financier prévu par le décret n°55-733 du 26 mai 1955 relatif au contrôle économique et financier de l'État - version consolidée au 27 juillet 2012, notamment sur les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), les sociétés détenues majoritairement par l'État et les groupements d'intérêt public (GIP). Le contrôle financier, dont les missions s'exercent dans le cadre rénové issu de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) - loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances et précisé par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État du 27 janvier 2005 et le décret n° 2005-757 du 4 juillet 2005 relatif au contrôle financier au sein des établissements

publics administratifs de l'État 2005. L'inspection générale de l'industrie et du commerce (IGIC) créée par le décret n° 47-2241 du 19 novembre 1947 modifié fixant le statut du corps des inspecteurs généraux de l'industrie et de la recherche en tant que corps d'inspection ministérielle et des services sont placés sous la tutelle du ministère chargé de l'industrie, notamment les chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métiers et de l'artisanat. L'inspection générale des postes et télécommunications (IGPT), dont la création remonte à 1890 et qui originellement était le corps d'inspection du ministère chargé de la poste et des télégraphes. Depuis 1996, cette inspection exerce ses activités dans le cadre du conseil général des technologies de l'information (CGTI). Cette fusion a conduit à la création d'un corps de fonctionnaires dont le recrutement s'effectue à deux niveaux : celui des administrateurs civils – chefs de bureau pour les contrôleurs généraux de deuxième classe et celui des sous-directeurs et chefs de service pour les contrôleurs généraux de première classe.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce versement contient les papiers d'André Brunet (1902-1986), inspecteur général des finances, qui a été notamment contrôleur d'État chargé des fonctions de commissaire du Gouvernement auprès du conseil supérieur de l'Ordre des experts comptables de janvier 1945 à mai 1968, membre de la Commission de normalisation (devenu Conseil national de la comptabilité), chef du Service des études générales et financières (direction des Prix) d'avril 1960 à mai 1968 et, de 1960 à 1968, professeur de technique financière et comptable des entreprises.

Ces archives reflètent l'activité de contrôle financier d'André Brunet jusqu'en 1960, essentiellement axé sur les questions de transport (naval, fer-route, pétrolier), mais portant également sur la fiscalité des entreprises ou la productivité.

Bibliographie

La bibliothèque du SAEF détient des ouvrages rédigés par André Brunet, qui avaient été achetés par la bibliothèque du ministère des finances au moment de leur publication. Ces ouvrages sont consacrés pour la plupart à la normalisation comptable des entreprises et à l'instauration du plan comptable, et certains portent sur les cours qu'il professait au Conservatoire national des arts et métiers :

- France. Commission de normalisation des comptabilités. - Plan comptable général : projet élaboré par la Commission et approuvé par arrêté du Ministre de l'économie nationale du 18 septembre 1947. Paris : Imprimerie nationale, 1947. 191 p.-dpl. ; 27 cm. 514.21 PLA / MAG André Brunet était rapporteur du projet.

- Brunet, André - La normalisation comptable au service de l'entreprise, de la science et de la Nation : objectifs et problèmes, solutions françaises et étrangères. Paris : Dunod, 1951. XIV-407 p. ; 21 cm. 504.0 BRU / MAG et CHEFF BH 8° 2104

- Brunet, André - Formulaire comptable. Paris : L'Auteur, 1965. 67 p. ; 20,5 cm. CHEFF BH RB 4° 1759 (2)

- Brunet, André - Techniques financières et comptables des entreprises. [Paris] : Conservatoire national des arts et métiers, 1961. 486 p., 1 tabl. Dépl. h.-t. ; 21,5 cm. CHEFF BH 8° 5437

- Brunet, André - "Techniques financières et comptables des entreprises". Cours professé au Conservatoire national des arts et métiers. [Paris] : Conservatoire national des arts et métiers, 1965. 498 p., 1 tabl. dépl. h.-t. ; 21,5 cm. CHEFF BH B 0359

Indexation

Contrôle

Transport maritime

Entreprise publique

Fiscalité professionnelle

B-0069485/1 – B-0069485/2, B-0069491/1 - B-0069493/1

Construction navale et transport maritime.

1925-1958

B-0069485/1, B-0069492/1- B-0069493/1

Compagnie générale transatlantique.

1925-1949

B-0069485/1

Paquebot Le Normandie, administrateurs du Conseil d'administration (1936-1940) ; réunions du Conseil d'administration (1941-1944) ; charges financières du paquebot (1941-1949) ; emprunt pour la construction du paquebot (1935-1941) ; remboursement de l'emprunt 5 % (1945-1946) ; convention avec l'État (1932-1933) ; fonctionnement du fonds d'assurance-crédit (1935-1941) : projet de loi, projets de décret, rapports, notes, comptes-rendus, bordereaux, tableaux, correspondance.

1932-1949

B-0069492/1

Comptes d'exercice (194-1949) ; conversion d'emprunts (1934-1946) : arrêtés, notes, procès-verbaux, rapports, tableaux.

1934-1949

B-0069493/1

Assemblées générales (1934-1948) ; réorganisation et assainissement de bilan de compagnie (1925-1939) ; réclamation de M. Lazard, actionnaire (1938-1939) : notes, rapports, procès-verbaux, tableaux, bordereaux d'envoi, correspondance ; rapport Germain-Martin - Ripert sur la réorganisation de la société en 1933.

1925-1948

B-0069485/2

Rapports du contrôleur d'État sur l'application de la loi d'aide à la construction navale.

1957-1958

B-0069491/1

Charte-partie d'affrètement des navires, charte-partie des gouverneurs généraux (1939-1940) ; comité consultatif (1940-1943) ; gérance des navires (1939-1945) ; transports de charbon (1918-1940) : arrêté, projet d'arrêté, notes, procès-verbaux, correspondance.

1918-1945

B-0069486/1 – B-0069487/2, B-0069488/2 – B-0069489/2, B-0069490/2 - B-0069490/3, B-0069491/2

Contrôle financier des entreprises.

1935-1960

B-0069486/1 – B-0069487/2

Entreprises publiques.

1941-1960

B-0069486/1

Comptabilité (1947-1951) ; situation financière (1947-1950) ; diffusion des techniques modernes de gestion (1954-1956) ; projet de statut (1947) : notes, projet de statut, rapports, correspondance ; étude sur les entreprises publiques et semi-publiques (1959).

1947-1959

B-0069487/1

Réévaluation des bilans (1945-1950) ; mesures tendant à faciliter le contrôle des entreprises (1946-1960) : décrets, arrêtés, notes, comptes-rendus, bordereaux, correspondance.

1945-1960

B-0069487/2

Industrie du textile et du cuir (1942-1950) ; nationalisation de houillère en Grande-Bretagne (1946) ; situation des sociétés nationales de constructions aéronautiques (1948-1950) ; situation de EDF-GDF, Air France, Charbonnages de France (1941-1949) : réunions d'assemblées générales, notes, tableaux, bordereaux, correspondance.

1941-1960

B-0069488/2

Contrôle des entreprises de transport. - Coordination des transports fer-route (1937-1948) ; services contractuels des messageries maritimes (1941-1945) ; Compagnie Fraissinet (1935-1942) ; Compagnie Sud-Atlantique (1941-1947) : décrets, arrêtés, notes, rapports, correspondance.

1935-1948

B-0069489/1

Contrôle financier de la Société de transports pétroliers par pipe-line (TRAPIL) : statuts de la société (1950) ; projet de construction du pipe-line Le Havre-Paris (1945-1949) : projet de loi, projet de décret, notes, comptes rendus de réunions, bordereaux d'envoi, correspondance.

1945-1950

B-0069489/2

Contrôle financier de la Société française de transports pétroliers. - Programme de construction de pétroliers (1938-1944) ; rémunération des commissaires du gouvernement (1938-1939) ; modification des statuts (1941-1943) : statuts, notes, bordereaux d'envoi, correspondance ; réunions de l'Assemblée Générale : rapports, correspondance (1941-1944) ; procès-verbaux du Conseil d'Administration (1940-1941).

1938-1944

B-0069490/2

Contrôle financier de la production industrielle. - Organisation et répartition de la production (1941-1947) ; organismes professionnels (1941-1960) : lois, décrets, arrêtés, projets de décret, notes, bordereaux d'envoi, revue de presse, correspondance.

1941-1960

B-0069490/3

Contrôle financier des comités d'organisation, mise en place d'un plan comptable (1941-1943) ; caisse autonome de recouvrement des comités d'organisation (1935-1942) ; recrutement et rémunération des personnels (1941-1945) ; contrôle financier (1942) ; centre d'information professionnel (1942) ; dépenses des comités (1941-1943) : projets de décret, arrêtés, notes, rapports, comptes rendus de réunions, correspondance.

1935-1945

B-0069491/2

Société Logabax (société de machines comptables et à statistiques), contrôle de la société (1947-1951) ; réorganisation (1948-1951) ; cession du département Audibel par la société Logabax (1951) ; situation des comptes (1950) : notes, rapports, tableaux, correspondance.

1947-1951

B-0069488/1

Organisation de la direction de l'administration économique, statut des personnels de l'administration (1940-1942) ; création d'un service d'expertise économique (1941-1944) ; inspections régionales (1941) ; experts-comptables (1941) ; rémunération des personnels (1942-1944) ; contrôleurs financiers (1941-1942) ; conseillers économiques et financiers (1942-1945) ; création d'un cadre d'experts économiques (1942-1945) ; vérification du

service de M. Chezlepretre, directeur de la documentation économique (1943) : décret, arrêté, projet de loi, projet de décret, notes, rapports, correspondance.

1936-1945

B-0069490/1

Fiscalité des entreprises, aménagements fiscaux (1947-1953) ; situation fiscale des cadres (1954) ; régime fiscal des fusions d'entreprises (1955) ; taxe à la production (1948) ; prélèvement temporaire (1941) ; privilèges accordés en matière de faillite aux caisses de sécurité sociale (1950-1951) ; provisions pour congés payés (1951) ; impôt sur les sociétés (1950-1951) ; taxation des professions artisanales (1951) ; fiscalité des coopératives et éconômats (1943-1950) ; versement forfaitaire sur les salaires (1950-1951) ; impôt de solidarité nationale (1945-1948) : décrets, projets de décret, notes, bordereaux d'envoi, correspondance ; circulaire n° E1-36 du 10 août 1956 sur les taxes parafiscales (1956) ; proposition de loi sur les rentes viagères (1952).

1941-1956

B-0069494/1 – B-0069495/1

Productivité, mission en Europe.

1955-1958

B-0069494/1

Belgique (1955) ; Norvège (1955) ; pays nordiques (s.d.) : exposés, documentation, correspondance.

1955

B-0069494/2

Danemark (1955) ; Hollande (1955) ; Allemagne (1955-1956) : exposés, documentation, correspondance.

1955-1956

B-0069495/1

Organisation de la mission en Europe (1955-1958) : correspondance ; procès-verbaux de réunion du Conseil national de la productivité (1955) ; projet de rapport sur la productivité (1955).

1955-1958